

une série de questions découle enfin des analyses proposées dans cette note.

Le lien entre politiques économiques et trajectoire macroéconomique

Faut-il repenser les politiques monétaires et surtout, budgétaires si perdure le contexte de faible inflation et de taux d'intérêt réels voisins de zéro ? Quelles réformes faut-il introduire, en Europe notamment, pour relancer durablement la productivité et l'emploi ?

De manière générale pour cette consultation, la bonne question serait plutôt "la croissance perpétuelle est-elle différente du mouvement perpétuel ?". Une mine ne peut pas être exploitée éternellement, les terres et les océans ne peuvent pas absorber des quantités illimitées de polluants, ..., le détricotage de la société au profit de la finance ne peuvent pas exister durablement sans nuire à l'économie réelle.

Ceci étant, la formulation de la question posée est très inquiétante. En effet, "... si perdure ..." révèle un total défaut de maîtrise de la conjoncture actuelle. Tout d'abord, les causes ayant conduit à la situation économique, sociétale et sociale actuelle sont encore niées. Ensuite, le fameux principe de précaution, additionné au défaut constaté de maîtrise avoué, aurait déjà dû sérieusement faire envisager d'abandonner le dogme actuel de la croissance "à tout prix".

Pour relancer productivité et emploi, il faudra enfin rapidement que les dogmes économiques sont à revoir. Parmi ces dogmes, on trouve :

- la politique de la concurrence par-dessus tout qui conduit à un gaspillage de ressources pour faire moins cher, et non pas mieux, que les concurrents (en admettant que la concurrence réelle existe),
- les primes à l'accumulation stérile de la richesse, matérialisées par les optimisations fiscales, les bonus et parachutes dorés, les dividendes mal à propos, les comptes cachés (Panama), etc. qui se font au détriment de l'économie réelle,
- le dogme du "le travail coûte trop cher" qui conduit à des pertes de pouvoir d'achat d'une partie non négligeable de la population (en France mais aussi travailleurs pauvres en Grand Bretagne et Allemagne), une augmentation du chômage, un nombre grandissant de retraités à revenus faibles et faiblissant encore et donc aussi à une perte de consommation,
- les primes à la spéculation financière, en particulier l'inexistence de taxes sur les transactions financières. Il est connu, voir entre autres J. Stiglitz, que la libre circulation des capitaux privilégie les fonds "vautours" qui arrivent dans les entreprises ou pays en difficulté passagère et repartent en laissant des situations pires,
- considérer l'investissement dans les budgets étatiques comme une dépense d'exploitation ou un gaspillage nuit gravement à l'avenir en réduisant la recherche publique à de la recherche de financement,
- la dérèglementation à outrance au seul profit du "laisser faire le marché". Le "marché" est comme le Père Noël, tout le monde en parle et en attend des merveilles, mais personne ne l'a vu et les merveilles sont bien mal réparties.

À tout ceci s'ajoute l'absence de vision à long terme. Les « responsables » politiques, les dirigeants des banques et des grandes entreprises ne remplissent plus leur rôle

vis-à-vis de la société, en laissant volontairement de côté un nombre élevé de citoyens et en se servant aux dépens des entreprises.

Les aides versées sans contrôle et sans contrepartie aux grands groupes devraient être re-dirigées vers les PME qui sont souvent dirigées par des entrepreneurs assumant leur responsabilités.

La forte incertitude quant au rythme futur de la croissance

Faut-il donner priorité à des réformes qui ravivent le potentiel d'activité ou plutôt adapter le système écono- mique et social à un nouvel environnement de très faible croissance ? Comment assurer la cohérence entre dépenses sociales et croissance potentielle ?

Depuis plus de trente ans, les réformes pour relancer la croissance sont toutes allées dans le même sens, moins de régulation et plus d'individualisme et n'ont jamais relancé l'activité productive et fait baisser le chômage. Il faut donc en conclure soit qu'elles étaient basées sur des principes faux, soit qu'elles visaient un mauvais objectif. Sans remise en cause des dogmes ayant conduit à cette situation, raviver le potentiel économique à partir de réformettes n'est pas crédible. De plus, une croissance perpétuelle n'est pas crédible. Elle l'est d'autant moins que les sommes allouées à la recherche sont considérées comme de pures dépenses qu'il faut encore réduire.

Il faut penser autrement et regagner la maîtrise des évolutions sociétales et économiques actuelles (les deux sont intimement liées) et ne pas se contenter d'accompagner l'émergence inéluctable d'un phénomène pourtant prévisible. En effet, depuis plus de 20 ans, les grandes entreprises jouent en bourse et définissent des stratégies à horizon très court sur des objectifs financiers. La croissance est portée par les ménages qui supportent aussi les efforts de compétitivité. Enfin, les « experts » et autres « gourous » économique ont-ils jamais considéré que l'argent stérilisé par la captation ne profitait pas à la croissance?

En conclusion, la réponse à la première alternative apparaît très clairement : une faible croissance est l'objectif à définir et à atteindre. Ce ne sera pas forcément facile, mais une décision dans ce sens facilitera les efforts de tous.

Pour la deuxième question, il faut résolument changer de politique sociétale et économique pour faire en sorte que les citoyens gagnent décemment leur vie au lieu de compter sur la charité publique.

La qualité de la croissance

Comment conjuguer l'objectif de croissance écono-mique avec les critères de soutenabilité environne- mentale et sociale, d'égalité des chances, d'inclusion sociale ?

Mes réponses aux questions précédentes sont également valables pour celle-ci. En résumé, les politiques doivent se fixer pour objectif des croissances faibles, et pour stabiliser la société et l'économie, valoriser le « vivre ensemble », lutter contre la thésaurisation et la cupidité, viser à une répartition équitable des richesses produites.

Il existe des expériences réduites dans le monde prouvant que, non seulement ce n'est pas utopique, mais que, décidé à un échelon national ou même mieux européen, ce ne serait pas si difficile à mettre en œuvre.

J'ajouterai que pour améliorer la société, il faudrait aussi pénaliser fiscalement le métier de politicien à vie et indexer les rétributions de ce métier au bien-être de la société. L'indice de Gini pourrait servir d'étalon de mesure pour ce faire.

L'avenir de la mondialisation

Doit-on continuer à promouvoir des accords commerciaux ? Faut-il prendre son parti du déclin du multilatéralisme et s'inscrire complètement dans une logique d'accords régionaux ? La coopération internationale est-elle à la hauteur des problèmes posés par les nouvelles formes d'interdépendance financière internationale ? Doit-on encourager la transition vers un système monétaire international multipolaire ?

Les accords commerciaux en tant que tels ne sont pas un problème. Par contre, le mythe de l'égalité entre les contractants nécessite, tant au niveau mondial qu'europpéen ou local, des régulations afin d'équilibrer les échanges.

Vu du grand public, la « coopération internationale » vise principalement à favoriser la concentration de richesses à l'endroit où il y en avait déjà le plus. Les questions ci-dessus ne sont donc pas les bonnes, car elles reposent sur le fait que les échanges inéquitables ne sont pas le fond du problème. Que le système monétaire soit multipolaire ou non ne peut influencer sur les primes actuelles aux comportements anti-économiques.

Il est très étonnant que depuis des décennies que les « responsables » politiques et économiques prônent la mondialisation et la circulation des capitaux, des marchandises et des hommes, ils n'aient pas vu qu'il en était de même pour le partage des bénéfices de la croissance. Cloisonner le partage des bénéfices ne peut conduire qu'au grippage des machines économiques et au délitement des sociétés.

En bref, les politiques devraient être repensées pour faire en sorte que les échanges commerciaux se fassent sur la base gagnant – gagnant pour tous, y compris pour les citoyens qui ne sont là que pour payer les conséquences de décisions desquelles ils ont été écartés.

Les conséquences économiques de l'insécurité régionale

Dans les dix ans qui viennent, quels moyens les pays Européens vont-ils devoir dégager pour stabiliser leur environnement régional et se prémunir contre les conséquences des tensions qui le traversent ? Quels canaux cet effort devra-t-il emprunter ? De quelle ampleur devra-t-il être ?

Comme exposé supra, les échanges commerciaux déséquilibrés ainsi que la concurrence fiscale, sociale, monétaire, etc., entre états européens handicapent fortement la vie sociale européenne, l'économie n'étant qu'une composante de celle-ci.

Tant que les Européens se sentiront dans l'obligation de se défendre contre d'autres Européens pour profiter des bénéfices de la croissance, une énergie considérable sera gaspillée et aucune politique nationale ou européenne ne pourra donner de résultats satisfaisants car elle visera toujours à réparer un manque catégoriel et non pas à promouvoir l'intérêt général.

Les responsables politiques ont fortement contribué à créer ces tensions soit de manière visible, voir dernièrement M. Cameron, soit de façon masquée en particulier en favorisant la création de paradis fiscaux dans leur pays. Le transfert délibéré des industries lourdes dans les pays plus pauvres met aussi les pays européens en danger, de même que la vente de savoir-faire et l'introduction de capitaux non européens dans des entreprises de fortes valeurs industrielles.

En résumé, l'Europe doit se construire, quitte à perdre des parts de souveraineté nationale, et abandonner la concurrence perverse destructrice actuelle. C'est un effort de grande ampleur. Un premier signal positif pourrait être d'aider la Grèce et non pas ses créanciers ayant en leur sein des personnes responsables de la situation grecque.

La question, peu précise (de quel « environnement régional » et de quelles « tensions » parle-t-on ?) permet une large palette de réponses.

Les phénomènes migratoires

Conflits, désordres climatiques et déséquilibres économiques vont-ils déboucher sur un accroissement des flux migratoires internationaux, en particulier de réfugiés ? Quelles en seraient les conséquences économiques et sociales ? Quelle réponse l'Europe doit-elle leur apporter ?

Oui à la première question. Sa formulation n'appelle d'ailleurs pas la négative comme réponse.

Les conséquences négatives se sont très vite fait sentir, voir autour de Calais et les discours alarmistes de certains élus politiques à des fins personnelles. Les « responsables » politiques jouent et entretiennent les divisions entre Français ou entre Européens, y en a-t-il qui fassent leur travail (préparer une société où il ferait bon vivre pour tous) ?

La politique européenne n'existe pas, elle ne répondra pas.

Les institutions de la gouvernance mondiale

Renforcer la coordination à travers le G-20, est-ce la bonne option ? Quel avenir pour les institutions financières multilatérales ? Va-t-on vers une logique plus régionale ? Quels instruments développer pour lutter contre l'évasion fiscale ?

Les institutions financières, FMI, BM, ..., sont coupées de la réalité micro-économique, s'auto-mandatent et ne rendent pas de compte aux sociétés civiles. Elles ont prôné et soutenu, de même que le G20, les dogmes ayant conduit à la situation économique et sociétale actuelle. La confiance envers ces institutions, qui

ont nié la réalité pendant des décennies parce qu'elle ne collait pas à leurs dogmes, est durablement perdue dans l'opinion publique.

Jusqu'à aujourd'hui, les membres du G20 coopéraient pleinement pour mener et promouvoir une politique d'austérité anti-croissance. Le renforcement de la coopération des membres du G20 au sujet de la fraude fiscale, de la recherche d'une croissance faible, du partage des bénéfices produits est-il réaliste ? Si oui, il faut renforcer la coopération.

Quant à ce qui concerne une logique de gouvernance économique plus localisée, la maille du problème n'en est pas le fond. Un mauvais principe produit des mauvais résultats, que ce soit local, régional ou global.

Enfin, la réalité de l'évasion fiscale est questionnée ouvertement (illustrée brillamment par les Panama Papers, mais il faudrait regarder aussi plus près de nous) !

Aujourd'hui, les technologies permettraient probablement de réduire très significativement l'évasion fiscale, à condition de d'abord « raboter » les complaisances politiques. Peut-on rêver de contrôles informatisés automatiques comme il existe des contrôles de vitesse automatisés sur les routes ?

La sécurité internationale et le devenir des institutions héritées de 1945

La sécurité internationale va-t-elle se reconstruire autour d'un équilibre multipolaire ? Un tel équilibre peut-il être stable ?

Avec les informations disponibles pour le grand public, il semble plutôt que l'on se dirige vers un enkystement des points chauds au Moyen-Orient, c'est-à-dire des accalmies passagères et des explosions violentes et délocalisées de temps à autres. L'Afrique n'en est pas à ce point, mais n'est pas non plus en bon état à force de devoir brader ses richesses. Les BRICS sont exportateurs de matières premières et sont concurrentiels sur certains marchés de haute technologie grâce au savoir-faire que les pays occidentaux ont bradé. Leurs difficultés actuelles peuvent être passagères et n'entraveront pas durablement leur besoin d'avoir une meilleure part au partage des bénéfices commerciaux. D'ailleurs, si leur santé se dégradait, ce ne serait pas forcément bon signe pour les autres pays.

Pour qu'il y ait équilibre, il faudrait déjà que chaque point soit stable et qu'il y ait des échanges équitables entre ces points. Il semble qu'il y ait des pôles de puissance, mais en interne ces pôles sont bâtis sur des sociétés qui manquent de cohésion. Les sociétés occidentales sont bâties sur l'exclusion de leurs propres citoyens par le biais d'un chômage élevé et par leur mise en concurrence avec ceux de pays moins riches et, du fait des politiques d'austérité, rendent plus difficile l'accueil et l'assimilation des immigrés. J'imagine que c'est assez général.

Ce défaut de stabilité interne, aggravé par des pratiques commerciales inéquitables, ne peut contribuer durablement à la sécurité internationale.